

MÉCANISMES DE FINANCEMENTS INNOVANTS DANS LA NUTRITION : QUELS ENSEIGNEMENTS TIRÉS À CE JOUR ?



TABLE DES MATIERES

ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

03

INTRODUCTION

04

1. LE MÉCANISME DE FINANCEMENT MONDIAL DE LA SANTÉ (GFF)

05

1.1. A propos du GFF

05

1.2. Quelles sont les réalisations du GFF en 2018 ?

06

1.3. Recommandations et étapes suivantes

06

2. THE POWER OF NUTRITION (PON)

08

2.1. A propos de Power of Nutrition

08

2.2. Quelles sont les réalisations de Power of Nutrition en 2018?

08

2.3. Focus Power of Nutrition: Côte d'Ivoire et Madagascar

09

2.4. Défis et recommandations

11

3. UNITLIFE

12

3.1. A propos d'UNITLIFE

12

3.2. Quelles sont les réalisations du GFF en 2018 ?

12

3.3. Recommandations et étapes suivantes

13

CONCLUSION

14

REFERENCES

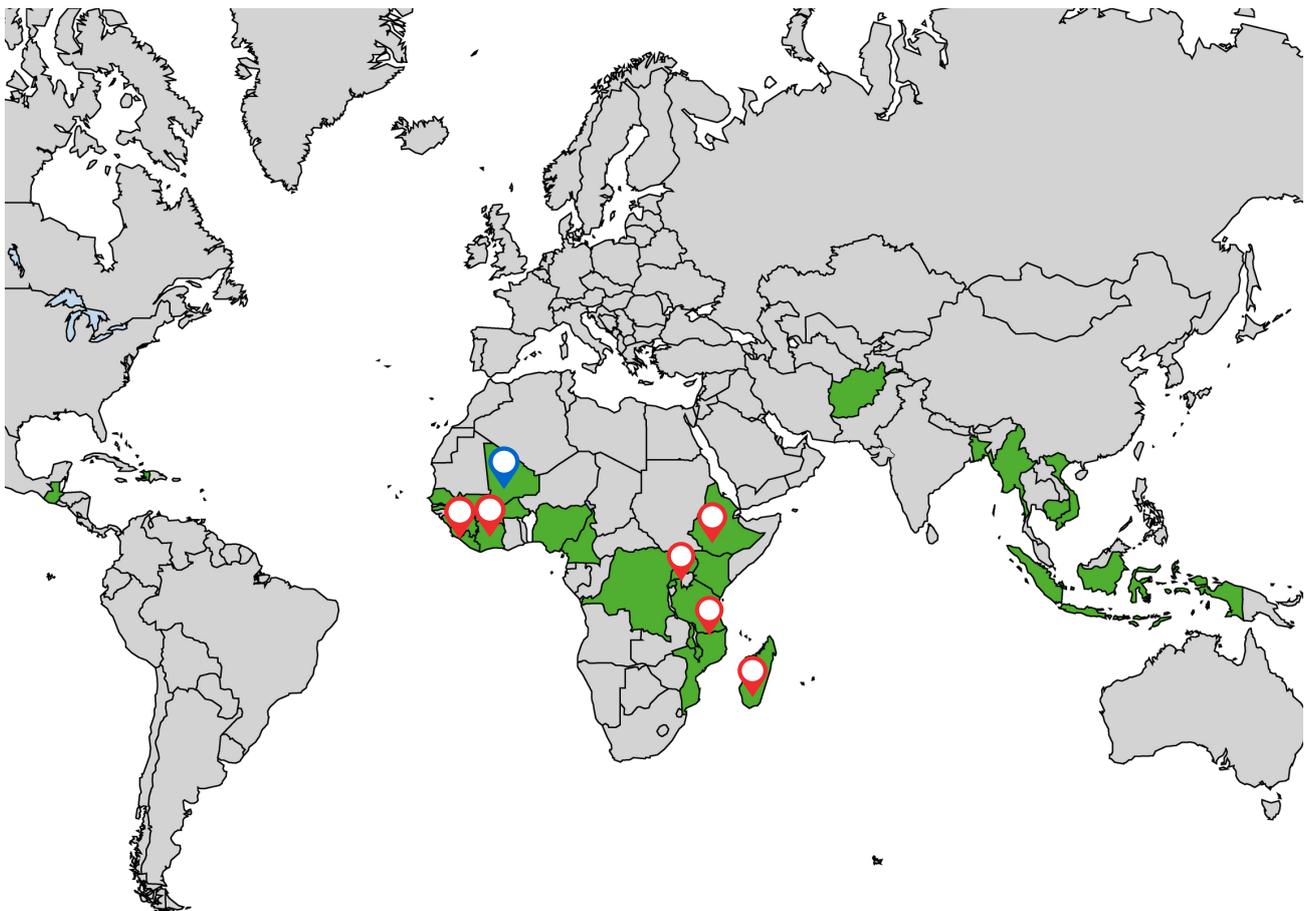
15

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACF : ACTION CONTRE LA FAIM
AMS : ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE
BIRD : BANQUE INTERNATIONALE DE REGLEMENTS ET DE DEVELOPPEMENT
BM : BANQUE MONDIALE
CFA : COMMUNAUTE FINANCIERE AFRICAINE
CIFF: CHILDREN'S INVESTMENT FUND FOUNDATION
CNN : COMITE NATIONAL POUR LA NUTRITION
DFID: DEPARTMENT FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (UK)
GAVI : GLOBAL ALLIANCE FOR VACCINES AND IMMUNIZATION
GFF : GLOBAL FINANCING FACILITY
GNR : GLOBAL NUTRITION REPORT
IDA : INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

N4G : NUTRITION FOR GROWTH
ONG : ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
ONN: OFFICE NATIONALE DE NUTRITION
ONU : ORGANISATION DES NATIONS UNIES
PARN : PROJET D'AMÉLIORATION DES RÉSULTATS NUTRITIONNELS
PON : POWER OF NUTRITION
UBS: UNION BANK OF SWITZERLAND
UNICEF: UNITED NATIONS INTERNATIONAL CHILDREN'S EMERGENCY FUND
UPNNC: UNITÉ DE PROGRAMME NATIONAL DE NUTRITION COMMUNAUTAIRE
STP : SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT
SUN : SCALING UP NUTRITION

CARTE DES PAYS BENEFICIAIRES DES FINANCEMENTS INNOVANTS A LA NUTRITION EN 2018



INTRODUCTION

Le rapport global sur la nutrition (GNR) a souligné qu'en 2018, la sous nutrition demeurait encore un problème majeur mondial. Elle est à l'origine d'au moins 45% des décès des enfants de moins de 5 ans dans la plupart des pays en développement : la sous-nutrition chronique continue d'affecter dans le monde près de 150,8 millions d'enfants alors que l'émaciation affecte près de 50,5 millions d'enfants [1] avec un coût économique évalué dans ce même rapport à plus de 3 milliards de dollars par an. En effet, la sous-nutrition génère des coûts de santé importants et réduit la productivité du capital humain des pays en développement à long terme[2].

Pourtant, la thématique de la nutrition suscite toujours un intérêt politique international grandissant traduit à travers l'adoption par de nombreux pays de cadres et d'engagements internationaux, régionaux et nationaux tels que les Objectifs du Développement Durable 2030, la décennie d'action pour la nutrition (2016-2025), l'adoption des cibles nutrition de l'Assemblée mondiale de la santé (2025), les cibles Nutrition for Growth (N4G 2020), le Projet Capital Humain de la Banque Mondiale, les différentes politiques nationales multisectorielles, de nutrition et de sécurité alimentaire, etc. Malgré des progrès importants accomplis pour remettre à l'ordre du jour de l'agenda du développement la nutrition, le gap des financements annuels au niveau mondial est important : il est estimé à 10 milliards de dollars annuels pour atteindre uniquement les cibles de l'AMS en 2025[3].

Pour contribuer significativement à l'atteinte de ces objectifs à moyen et long terme, trois mécanismes de financements innovants axés sur la santé et la nutrition ont été lancés en 2015: le mécanisme de financement mondial de la santé (GFF), Power of Nutrition (PoN) et Unitlife. Dans son rapport [4] (2017) sur les mécanismes innovants de financement axés sur la nutrition, Action Contre la Faim (ACF) avait consacré une grande partie de notre analyse au GFF qui était déjà à un stade avancé comparativement aux autres initiatives susmentionnées. Depuis, le GFF a poursuivi son expansion : 27 pays sont récipiendaires du mécanisme depuis son lancement. Power of Nutrition a également élargi sa liste de pays bénéficiaires en 2018 passant de 3 à 6 bénéficiaires en 2018. L'initiative UNITLIFE, quant à elle, connaît des retards dans sa mise en œuvre mais les leçons apprises dans certains pays méritent une attention particulière notamment dans la mobilisation des ressources domestiques.

L'analyse menée dans ce rapport vise à décrire les progrès à cette date des mécanismes innovants à la nutrition dans la mobilisation des financements ainsi que les leçons apprises des premières expériences de chacun ces modèles. Sur la base des évidences collectées dans des rapports sur ces initiatives et d'échanges avec des personnes ressources actives sur ces sujets, nous formulons également des recommandations visant à une meilleure intégration de la nutrition dans ces mécanismes innovants.

1. LE MÉCANISME DE FINANCEMENT MONDIAL DE LA SANTÉ (GFF)

1.1. A propos du GFF [5]

Le GFF poursuit l'ambition de réduire les décès évitables des mères, des enfants et des adolescents en aidant les pays bénéficiaires dans leurs efforts en matière de santé et de nutrition d'ici à 2030).

C'est un processus hébergé par la Banque Mondiale et piloté par les pays récipiendaires définissant eux-mêmes leurs priorités de développement en matière de santé et de nutrition auxquelles s'alignent des financements concessionnels de la Banque Mondiale (IDA, BIRD), des ressources extérieures (GAVI, Fonds Mondial etc.) et celles du secteur privé.

A long terme, les pays récipiendaires du GFF s'engagent notamment à accroître significativement leurs investissements domestiques afin de renforcer leur capital humain et d'atteindre la Couverture Sanitaire Universelle en 2030.

Exemples d'interventions nutritionnelles soutenues par le GFF :

- Intégrer la nutrition dans le continuum complet des services de santé maternelle et infantile
- Renforcer les capacités aux niveaux de la communauté et des formations sanitaires, sur les pratiques alimentaires, la prise en charge de la malnutrition aigüe, etc.
- Fournir les produits de base et accroître la prestation communautaire

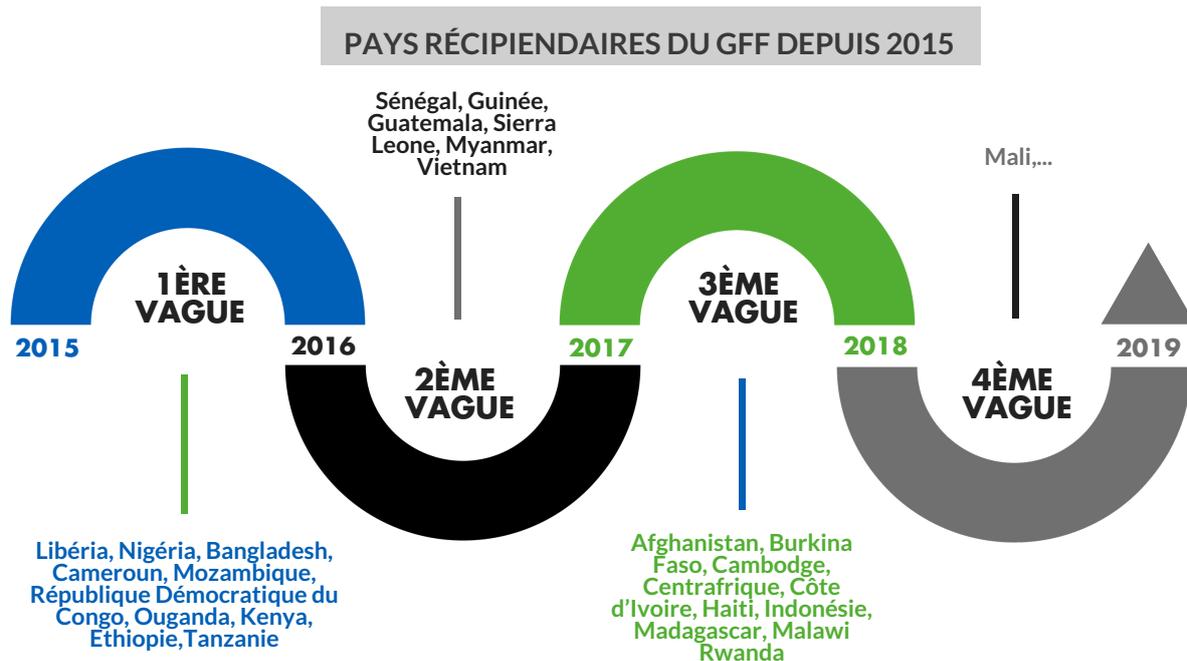
LE PROCESSUS GFF EN BREF



Si les étapes 1, 2 et 4 devraient inclure un grand nombre d'acteurs au niveau des pays, l'étape 3 est largement réduite à un groupe restreint de décideurs.

L'objectif du Fonds Fiduciaire du GFF est de lever près de deux milliards de dollars pour catalyser les financements domestiques et externes des projets de santé et de nutrition dans plus de 50 pays vulnérables à l'horizon 2023





1.2. Quelles sont les réalisations du GFF en 2018 ?

Lancé en 2015, le GFF a connu une progression plus rapide : parmi les 27 pays récipendaires, 17 ont déjà commencé l'implémentation de leurs projets. A la date du 30 juin 2018, 452 millions d'US\$ du Fonds Fiduciaire du GFF ont été engagés dans ces pays pour 3,3 milliards d'US\$ de financements de l'IDA et de la BIRD pour la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents[6]. Dans le domaine de la nutrition, 630 millions de dollars (19% des financements GFF) ont été alloués.

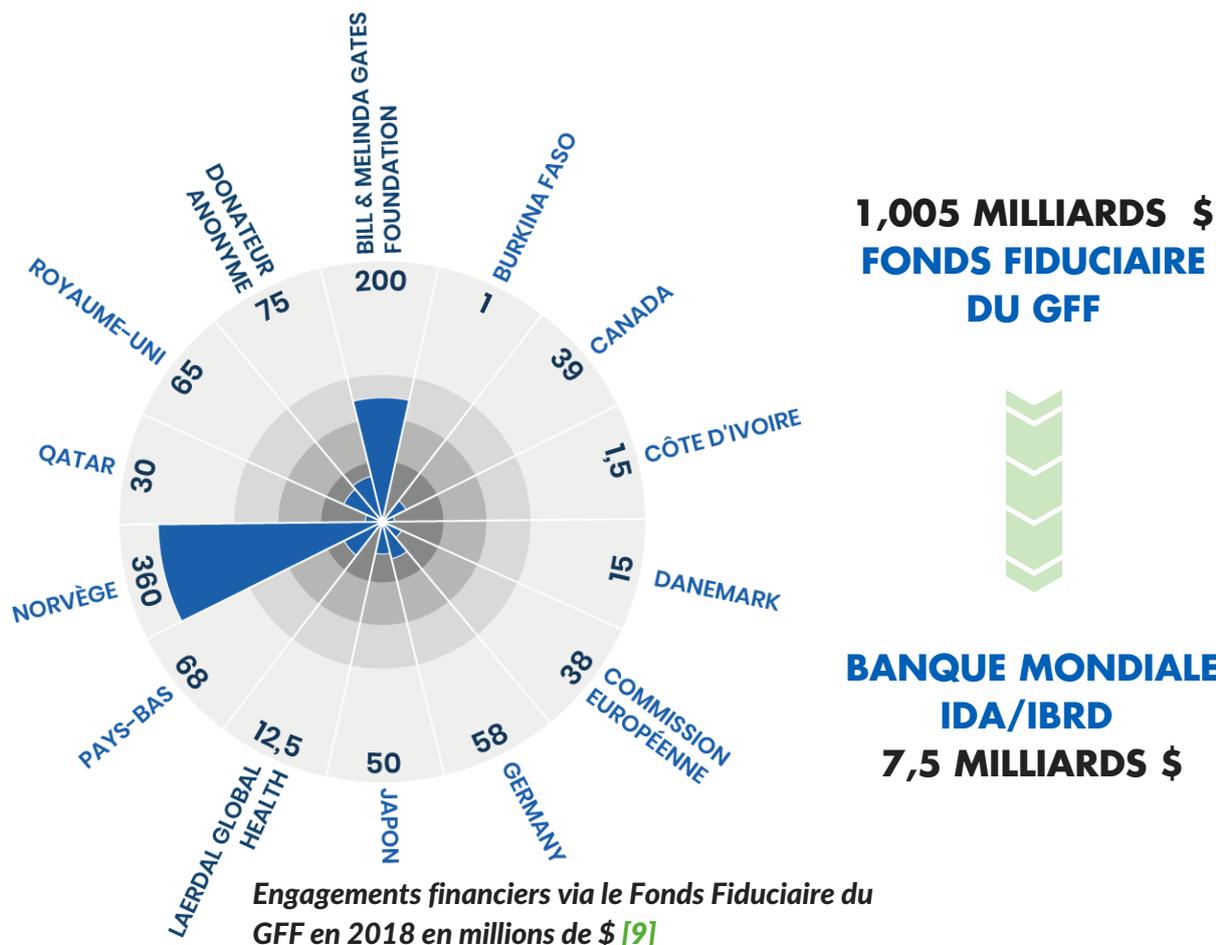
Le rapport annuel du GFF a également présenté les résultats accomplis dans les pays pionniers du GFF (République démocratique du Congo, Cameroun, Tanzanie) en matière d'amélioration d'accès aux soins et de mobilisation des ressources domestiques. En Tanzanie, les soins ambulatoires pour les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté ont augmenté tout comme la qualité des soins dans les centres de santé en 18 mois. Au Cameroun, une politique de gratuité a été mise en place par des « chèques santé » pour la santé maternelle et néonatale. Parallèlement, l'émission d'une obligation à impact sur le développement de 3,5 millions de dollars permettra à terme de financer la réduction des décès juvénile-infantiles. En République Démocratique du Congo, la couverture des vaccins pour les enfants, le nombre d'accouchements assistés et le nombre de consultations prénatales ont augmenté.

En termes d'impact sur la nutrition, nous n'avons pas obtenu d'évidences dans les pays GFF concernés pour le moment. Jusqu'en 2018, seule la sous-nutrition chronique servait d'indicateur de référence pour mesurer les progrès nutritionnels des pays[7]. Récemment, l'émaciation a été intégrée comme un indicateur clé pour mesurer l'impact nutritionnel dans le cadre d'investissement réalisé par les pays GFF.

1.3. Recommandations et étapes suivantes

A l'initiative du Gouvernement de Norvège, du Burkina Faso, de la Banque Mondiale et de la Fondation Bill et Mélima Gates, plusieurs partenaires financiers se sont engagés financièrement dans le processus GFF lors de la conférence de réapprovisionnement de son Fonds Fiduciaire à Oslo (Novembre 2018). L'ensemble des partenaires (multilatéraux et bilatéraux) ont réitéré leur volonté d'aligner leurs financements afin de transformer l'avenir des femmes, enfants, adolescents[8] dans les pays moins avancés.

Au total un peu plus d'un milliard de dollars (1,005 milliards) ont été récoltés, sur les 2 milliards escomptés afin d'élargir le partenariat GFF à 23 nouveaux pays. Le Fonds Fiduciaire du GFF a donc reçu des garanties financières de la part du Burkina Faso, du Canada, du Danemark, de la Commission européenne, de l'Allemagne, du Japon, de Laerdal Global Health (entreprise privée norvégienne), des Pays-Bas, de la Norvège, du Qatar, du Royaume-Uni, de la Fondation Bill & Mélima Gates, de « MSD for Mothers » et d'un donateur anonyme. Il est important de noter que ces engagements via le Fonds Fiduciaire seront liés à 7,5 milliards de dollars de financements de la Banque Mondiale (IDA/BIRD) sur la période 2019-2023.



Le GFF a le potentiel pour contribuer de manière significative à la lutte contre la sous-nutrition mais pour ce faire, nous identifions des pistes d'amélioration afin de s'assurer que le mécanisme GFF capitalise sur ses premiers succès et passe à l'échelle supérieure dans le domaine de la nutrition tant que niveau national qu'au niveau international :

- 1  Au niveau international, le processus GFF doit s'appuyer sur les plateformes existantes dans le domaine de la nutrition à travers une collaboration renforcée entre le Secrétariat du GFF et celui du Mouvement SUN pour un meilleur suivi de l'intégration de la nutrition dans les dossiers d'investissements ainsi qu'une faciliter des évaluations de l'impact nutritionnel des projets réalisés.
- 2  Au niveau national, les plateformes SUN doivent être systématiquement intégrées dans les discussions en amont de la création du dossier d'investissement, dans l'implémentation et le suivi-évaluation des projets nutritionnels.
- 3  Dans un souci de transparence, il est souhaitable que les gouvernements récipiendaires du GFF fournissent des données désagrégées et des précisions sur les programmes financés par les donateurs bilatéraux et multilatéraux. Reporter ces engagements au « Global Nutrition Report » permettrait de faciliter le suivi des investissements dans le domaine de la nutrition via le GFF
- 4  Le dossier d'investissement doit constituer le cadre de référence pour suivre le processus GFF. En plus du Document d'Evaluation Projet (PAD), le dossier d'investissement doit être suivi pour s'assurer que les priorités dans le domaine de la santé et de la nutrition définies initialement par l'ensemble des acteurs de la plateforme nationale GFF soient bien respectées.

2. THE POWER OF NUTRITION (PON)

2.1. A propos de Power of Nutrition [10]

Power of Nutrition (PoN) est un mécanisme lancé en avril 2015 en partenariat avec des investisseurs internationaux et des partenaires d'exécution de projets engagés dans la nutrition.

Il s'agit principalement d'un catalyseur financier pour la nutrition qui vise à attirer de nouveaux bailleurs de fonds, notamment des donateurs privés et bailleurs "de plus petite taille", puis à les multiplier par le biais de modalités de cofinancement pré-négociées, notamment avec les financements de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale et avec les fonds de contrepartie d'UNICEF.

Le mandat de ce mécanisme est quadruple afin de contribuer à l'élimination du cycle de la sous-nutrition [11]:

- Mobiliser de nouveaux financements pour la nutrition
- Stimuler et engager les financements des donateurs via des co-financements
- Investir dans des programmes ambitieux qui délivrent des résultats reconnus ;
- Augmenter l'implication des pays récipiendaires qui s'engagent via l'initiative PoN à augmenter leurs financements domestiques.

Bailleur : 2,5 millions \$ /
PoN : 2,5 millions \$ / **5 millions \$**

Partenaire d'exécution
5 millions \$

+

=

10 millions \$ "minimum"
pour des programmes nutritionnels

Les premiers investisseurs dans l'initiative sont "Children's Investment Fund Foundation" (CIFF), DFID et UBS Optimus Foundation. Par la suite la capacité de PoN à catalyser des financements pour la nutrition a susciter progressivement un fort intérêt de la part de nouveaux bailleurs institutionnels, privés et philanthropes qui ont rejoint l'initiative (Fondation Bill et Melinda Gates, TATA, etc.).

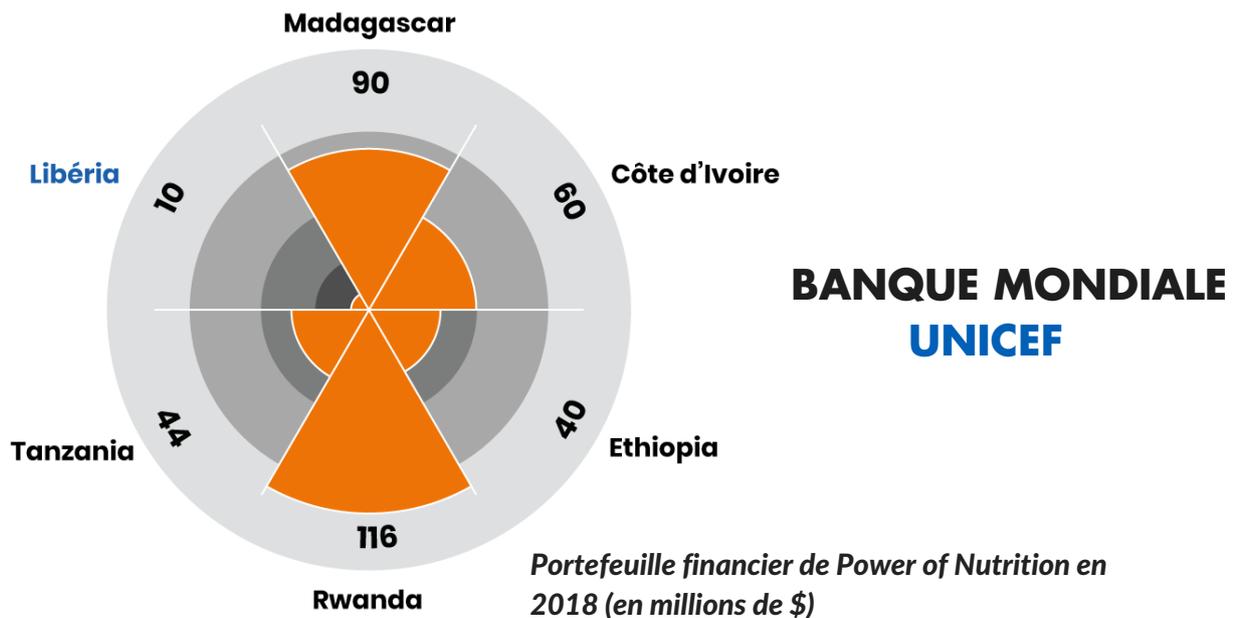
L'objectif de Power of Nutrition est de mobiliser près d'un milliard de dollars de nouveaux financements à la nutrition à l'horizon 2022 pour couvrir près d'une trentaine de pays en développement.

2.2. Quelles sont les réalisations de Power of Nutrition en 2018?

Power of nutrition investit dans les pays dont les taux de prévalence de la malnutrition chronique sont très élevés avec ses partenaires implémentant le processus tels que la Banque Mondiale et l'UNICEF. En 2018, la liste de pays éligibles au mécanisme a été élargie à une trentaine de pays (contre 5 à 10 pays en 2017) principalement en Afrique Subsaharienne et en Asie. PoN souhaite investir dans les pays dans lesquels le taux de prévalence de la malnutrition chronique est d'au moins 30% et/ou 250,000 enfants de moins de 5 ans en retard de croissance.

Le portefeuille actuel du mécanisme a été évalué en 2018 à près de 360 millions de dollars [11] actifs en Côte d'Ivoire, Ethiopie, Liberia, Madagascar, Rwanda et en Tanzanie. Des projets nutritionnels sont en cours d'implémentation en Ethiopie, Libéria et en Tanzanie depuis 2017 tandis que la Côte d'Ivoire, Madagascar et le Rwanda ont démarré la mise en oeuvre de projets via Power of Nutrition en 2018.

Le partenariat Power of Nutrition entrevoit par ailleurs une expansion à d'autres pays en 2019 : le Mali, le Niger, le Nigeria, l'Indonésie et l'Etat indien du Maharashtra. Certains projets sont actuellement en cours de révision et/ou d'élaboration avec le Bénin et avec l'Etat indien du Gujarat (Inde).



2.3. Focus Power of Nutrition: Côte d'Ivoire et Madagascar

Power of Nutrition est évalué par un organisme indépendant de recherche américain sur les politiques « Mathematica Policy Research » [12]. En 2017 la première évaluation dudit organisme avait révélé que Power of Nutrition était un outil de financement sans facilitation de coordination ou de plaidoyer au niveau global et des pays [13]. Suite à cette évaluation, les recommandations pour améliorer le mécanisme étaient notamment :

- 1 L'élaboration de termes de références précis pour l'élaboration de notes conceptuelles pour aider à réduire les délais pour l'approbation des investissements.
- 2 L'amélioration de la flexibilité autour des co-financements
- 3 Le renforcement de la communication avec les partenaires techniques et l'amélioration de la coordination entre les membres du partenariat au niveau national

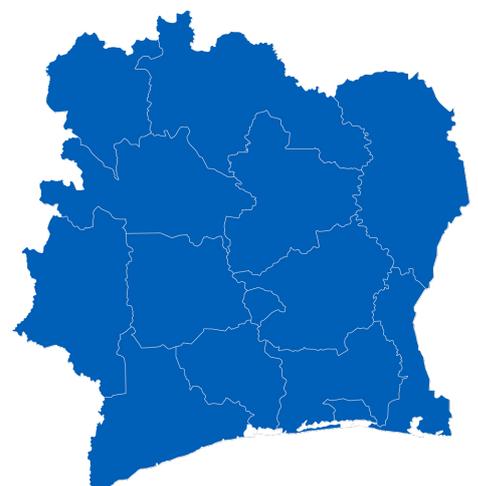
Nous avons collecté des éléments d'informations sur le processus Power of Nutrition dans deux pays récipiendaires du processus en 2018 : la Côte d'Ivoire et Madagascar.

L'EXPÉRIENCE POWER OF NUTRITION EN CÔTE D'IVOIRE



La Côte d'Ivoire dispose d'un Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) intégrant l'ensemble des secteurs sensibles à la nutrition. Le suivi de ce PNMN est géré par Le Secrétariat Technique Permanent du CNN [14] (STP-CNN) dépendant de la Primature (du fait de sa multisectorialité) avec l'appui d'un comité technique dont la société civile et d'autres acteurs au développement font partie.

De ce PNMN a découlé un plan régional multisectoriel de nutrition qui priorise la région Nord où les taux de malnutrition sont les plus élevés et un Programme National Multisectoriel de Nutrition et du Développement de la Petite Enfance (PNMNDPE) officiellement lancé en novembre 2018 [15]. Le budget global du PNMNDPE est de 50 millions de dollars US financé par le Power of Nutrition à hauteur de 12 millions de dollars US et le reste par la Banque Mondiale.



L'ensemble des financements en nutrition participent donc au PNMNDPE défini conjointement avec l'ensemble des membres du Comité technique du CNN. Une unité de gestion nationale a été mise en place pour rendre compte au STP et aux membres du comité technique. Il existe également un comité régional et sous préfectoral de coordination locale. La société civile est donc intégrée dans le processus en tant que membre du CNN. Cependant, il reste à voir comment l'opérationnalisation de ce PNMNDPE se fera par la suite. Il faudra également s'assurer de la participation active de la société civile au niveau national et régional maintenant qu'elle dispose d'une coordination régionale.

L'EXPÉRIENCE POWER OF NUTRITION À MADAGASCAR



Le processus Power of Nutrition est lancé à Madagascar depuis Janvier 2018 et constitue une source de financement de 10 millions de dollars dans l'approche multi-phase de la Banque mondiale (90 millions). Le projet intitulé PARN [16] est en cours de planification avec les autorités Malgache mais l'absorption est telle que PoN est quasiment assimilé par chaque acteur comme étant un projet de la Banque Mondiale.

A Madagascar, il n'existe pas de plateforme spécifique « Power of nutrition ». Cependant dans le cadre de l'approche globale PARN, avec la Banque mondiale, les fonds sont transférés et gérés de manière programmatique par le Gouvernement Malgache via une cellule de gestion financière UPNNC (Département opérationnelle de l'Office Nationale de Nutrition (ONN-dépendant de la primature) et un comité de pilotage rassemblant l'ONN, le Ministère de la Santé, la plateforme HINA (Société Civile SUN), l'UNICEF ainsi que d'autres acteurs pertinents dans la nutrition. L'UNICEF a réussi à intégrer la cellule comme partenaire technique, avec le financement de l'UPNNC.

Jusqu'en novembre 2018, il n'y a pas eu d'appel d'offres pour des partenaires techniques pour la coordination, le suivi-évaluation, comme cela est généralement le cas pour des projets de l'Union Européenne et autres partenaires financiers. Aussi, la communication autour du mécanisme au niveau du pays est encore à améliorer: certaines présentations du projet ont été faites succinctement dans le cadre d'un cluster santé.

Un premier appel d'offre a été lancé sur l'axe de santé communautaire, alors que d'autres composantes sont attendues, et notamment sur le secteur WASH. A Madagascar, le processus a également révélé que l'appel à proposition de projets via le projet PARN imposait des prestations à prix fixes ce qui est difficilement soutenable pour les partenaires d'exécution. Les modalités de l'implémentation sont fortement discutables et le coût d'implémentation est inadapté. Au final, les contrats seront morcelés dans un même district avec plusieurs ONG locales ce qui va crucialement à l'inverse d'une rationalisation et de l'esprit de synergie de projet.

La société civile est représentée dans le comité de pilotage par le président de la plateforme HINA. Cependant cette représentation reste encore marginale alors que la mobilisation des autres acteurs civils est encore faible. Action Contre la Faim (ACF), est partie prenante du projet comme partenaire d'exécution en ayant répondu à une appel d'offre de l'UPNNC/ONN (suivant strictement les normes Banque Mondiale). L'appel d'offre couvre partiellement les axes généraux du projet, se focalisant ici sur la santé communautaire intégrant la nutrition.

La présence d'UNICEF constitue un intérêt et un moyen pour l'ensemble des ONG pertinentes dans la nutrition de faire un plaidoyer pour rejoindre si possible le niveau de comité restreint, ou tout au moins d'avoir une légitimité de porter leurs voix une fois le projet lancé. Mais à ce jour, de nombreuses difficultés sont relevées pour atteindre cet objectif notamment la faible volonté politique d'inclure la société civile.

2.4. Défis et recommandations

Au niveau international, Power of Nutrition est principalement un puissant catalyseur financier pour la nutrition avec comme seul axe de plaidoyer la lutte contre le retard chronique en appliquant des investissements basés sur des activités reconnues pour leur efficacité [17].

Suite aux expériences du processus PoN en Côte d'Ivoire et à Madagascar, nous constatons que la plupart des recommandations susmentionnées restent encore d'actualité. En effet, la coordination entre les partenaires au niveau international et national n'est pas optimale. La collaboration avec les partenaires est encore difficile et des efforts de coordination et d'inclusion (notamment de la société civile) doivent être réalisés au niveau national par les partenaires PoN car il n'existe pas de plateformes spécifiques nationales.

Enfin, les partenaires Power of Nutrition via la cellule technique chargée de suivre le processus devront par la suite réaliser eux-mêmes le suivi de leurs propres projets avec l'appui des plateformes nationales SUN (points focaux gouvernement, société civile).

Suite à ces expériences dans les deux pays, nous formulons les recommandations suivantes afin d'optimiser l'impact des interventions de Power of Nutrition et dans le cadre de son expansion à d'autres pays dès 2019:



1

Améliorer la coordination entre les bailleurs au niveau international et la communication avec les partenaires d'exécution dans les pays récipiendaires

2

Renforcer la redevabilité de ses partenaires dans les pays récipiendaires si ceux-ci sont en charge de la coordination avec les autres acteurs et partenaires au développement nationaux. Power of Nutrition devrait à cet effet créer une liste de critères essentiels pour l'ensemble de ses partenaires nationaux en matière de gouvernance.

3

Engager au niveau national une réelle phase ouverte de consultation de la Société civile pour montage du projet collaboratif et inclusif.



3. UNITLIFE

3.1. A propos d'UNITLIFE [18]

L'initiative UNITLIFE a un fort potentiel de mobilisation financière mais connaît depuis sa création des difficultés à opérationnaliser ses activités. La stratégie initialement orientée vers la mobilisation des ressources domestiques privées dans les pays en développement a évolué . A ce jour, UNITLIFE n'a pas encore publié d'informations au sujet de ses projets d'investissements initiaux.

Unitlife V1 : Mobiliser des ressources domestiques à la nutrition

Dans une stratégie initialement présentée, UNITLIFE permet de catalyser des financements domestiques publics et privés pour la nutrition au niveau national. L'initiative internationale a été lancée en septembre 2015 à l'Assemblée Générale des Nations Unies avec pour objectif de lutter contre la malnutrition aigüe en facilitant l'accès aux traitements (produits thérapeutiques) pour la prise en charge de la maladie par des achats groupés de médicaments par exemple (ce qui permet de réduire leur coût). L'UNICEF avait alors été désignée comme la structure hébergeant le mécanisme tout en s'assurant de la bonne gestion des ressources mobilisées.

D'un point de vue technique, les financements devaient être levés grâce à une taxe sur les ressources extractives (pétrole, gaz, minerais) dans un modèle inspiré d'UNITAID. Les pays concernés par l'initiative étaient alors le Mali, Niger, la Guinée (Conakry), la République Démocratique du Congo.

Unitlife V2 : Canaliser l'aide au développement pour la nutrition et le changement climatique

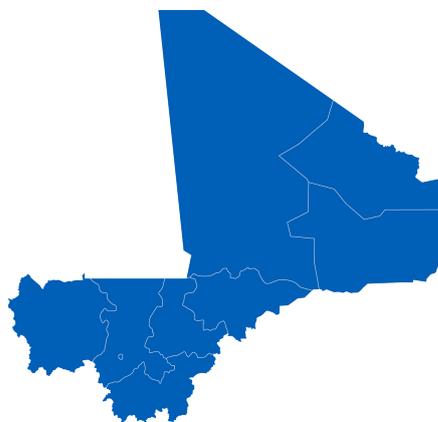
Depuis 2017, le modèle de financement d'UNITLIFE consiste à mobiliser des financements via des collectes de micro-donations volontaires (terminaux de paiement, achat en ligne, dons sur les réseaux sociaux etc.) de citoyens partout dans le monde. Les fonds récoltés permettront de financer la lutte contre la malnutrition chronique et le changement climatique. Les financements seront transmis aux Nations Unies et le pilotage du Fonds UNITLIFE serait assuré par un conseil d'Administration, composé d'agences onusiennes (ONU, Programme Alimentaire Mondial etc.) et d'ONG engagés dans le domaine de la sécurité nutritionnelle et la nutrition. Ces dernières seraient en charge de proposer des projets contrôlés et audités par les Nations Unies.

3.2. Premières réalisations et défis au Mali



Dans le cadre de la première version de l'initiative UNITLIFE, le Mali a été le seul pays à avoir appliqué volontairement une taxe sur la production d'or (0,60 dollars US sur chaque gramme d'or) qui devait lui rapporter en théorie entre 10 et 20 millions de dollars par an .

En 2017, la somme de 200 millions de francs CFA (300.000 euros) a été récoltée grâce à un prélèvement sur les grammes d'or vendus au cours du second semestre. A ce jour, le Gouvernement malien est donc l'unique contributeur de cette initiative à travers son Ministère des mines et du pétrole.



Le Comité d'Administration d'UNITLIFE n'étant pas opérationnel et en l'absence d'une feuille de route claire et précise, l'UNICEF a transféré les fonds mobilisés au Ministère des Affaires Etrangères Malien. Cette option a été retenue temporairement en attendant la finalisation des statuts du mécanisme et l'implémentation d'un programme spécifique en faveur de la nutrition par le Gouvernement.

Des récentes discussions ont été entamées autour de la gestion des fonds collectés via l'initiative pour financer le budget du plan d'action multisectoriel de nutrition sur la période 2014-2018. Initialement estimé à 293 milliards de FCFA (dont 18% sont financés par l'Etat), ce faible financement pourrait être revu à la hausse avec les fonds mobilisés avec l'initiative UNITLIFE.

3.3. Recommandations et étapes suivantes

Compte-tenu de ses deux premières versions, l'initiative UNITLIFE constitue une belle opportunité de financements externes et domestiques pour la nutrition. Toutefois, la mobilisation de financements pour l'opérationnalisation d'une plateforme formelle avec une feuille de route claire au niveau international et national permettrait la mise en œuvre de l'initiative très rapidement.

Le nouveau modèle de financement d'UNITLIFE présente un fort potentiel mais l'initiative n'est pas encore opérationnelle faute de financements. En Novembre 2018, la France et les Emirats Arabes Unis ont annoncé qu'ils cofinanceraient l'initiative UNITLIFE dans le cadre du renforcement de leur coopération bilatérale dès 2019 [19].

Action Contre la Faim suit de près cette initiative et a contribué avec l'ensemble de la société civile nutrition malienne et le réseau des parlementaires à la collecte des fonds via Unitlife. C'est pourquoi, suite à nos enquêtes et échanges avec les personnes ressources travaillant sur le sujet au Mali, nous avons identifié quatre points sur lesquels il serait judicieux de prioriser les efforts afin de capitaliser sur les premiers succès de l'initiative et déclencher un élan autour de la mobilisation des financements domestiques pour les secteurs de la santé et le domaine particulier de la nutrition.



1

L'intégration de l'initiative dans la loi d'orientation des finances du Mali dès 2019 pour lui donner un caractère institutionnalisé et en assurer sa pérennité.



2

Améliorer la gouvernance nationale d'UNITLIFE en définissant la structure gouvernementale capable de gérer ces financements par la mise en place d'un comité de pilotage multi-acteurs par décret ministériel pour un suivi rigoureux des initiatives liées au programme,



3

Définir et identifier des programmes qui feront l'objet de financements par l'initiative et renforcer la coordination (échanges d'informations) entre le Gouvernement et les acteurs de la société civile nutrition.



4

Mobiliser la plateforme SUN Mali et continuer à impliquer de la société civile nutrition dans le processus. La société civile peut jouer un rôle dans le suivi et le respect de l'engagement du Gouvernement malien dans le cadre de la mise de l'initiative UNITLIFE.

CONCLUSION

En 2018, les mécanismes de financement innovants GFF et Power of Nutrition ont confirmé leur forte capacité à lever des financements pour la nutrition et la santé. Certes, les objectifs de levée de fonds pour le GFF (2 milliards de dollars via son Fonds fiduciaire d'ici à 2023) et PoN (1 milliard d'ici à 2022) ne sont pas encore atteints mais les financements récoltés à ce jour confirment le potentiel de ces mécanismes à lutter significativement contre la sous-nutrition dans les pays vulnérables identifiés sur le long terme.

L'initiative UNITLIFE lancée au Mali a révélé que la volonté politique de ce pays en développement pouvait permettre de mobiliser des ressources domestiques. De manière générale, cette initiative devrait s'inscrire dans le cadre du renforcement des mécanismes de financement des programmes de lutte contre la malnutrition au Mali et dans d'autres pays d'Afrique Subsaharienne. Néanmoins, pour poursuivre ce processus, il est important que cette initiative soit opérationnelle au niveau global et national.

Au-delà du volet financement, de nombreux ajustements doivent être réalisés dans tous ces mécanismes de financement innovants en termes de facilitation de la coordination entre tous acteurs clés, d'inclusion de la société civile et d'appui des plateformes nutrition existantes. Ces corrections permettront indubitablement d'assurer un meilleur impact des projets nutritionnels dans les pays ciblés.

Malgré la documentation disponible, il est encore difficile de mesurer l'impact des financements alloués à la nutrition via le GFF et Power of Nutrition. Une attention particulière doit être accordée au suivi des décaissements et permettra également de démontrer la valeur ajoutée de ces mécanismes afin d'en faire grandir l'attrait auprès des gouvernements et des donateurs.

RÉFÉRENCES

- 1) <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/fr/>
- 2) <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>
- 3) Shekar, M., et al. (2017). Reaching the global target to reduce stunting: an investment framework. Health policy and Planning, Volume 32, Issue 5, 1 June 2017, Pages 657–668
- 4) https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2017/09/Rapport-Me%CC%81canismes Financement-emergents_FR.pdf
- 5) <https://globalfinancingfacility.org>
- 6) https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/GFF-Annual-report/ann_rep.html
- 7) <https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2018/05/GFF-better-for-nutrition-VF.pdf>
- 8) http://www.who.int/sdg/global-action-plan/GAP_summary.pdf
- 9) <http://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2018/11/06/world-leaders-pledge-us1-billion-to-transform-health-and-nutrition-of-worlds-poorest-women-children-and-adolescents>
- 10) <http://www.powerofnutrition.org/>
- 11) <http://www.powerofnutrition.org/investments/>
- 12) <https://www.mathematica-mpr.com/>
- 13) <https://www.mathematica-mpr.com/our-publications-and-findings/projects/the-evaluation-of-the-power-of-nutrition>
- 13) <http://www.nipn-nutrition-platforms.org/Cote-d-Ivoire>
- 14) <http://www.powerofnutrition.org/cote-divoire-launches-new-multisectoral-programme-on-nutrition-and-early-child-development/>
- 15) http://www.mfb.gov.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=962
- 16) <http://www.powerofnutrition.org/interventions/>
- 17) <http://www.unitlife.org/>
- 18) <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/emirats-arabes-unis/evenements/article/declaration-conjointe-entre-la-france-et-les-emirats-arabes-unis-22-11-2018>

POUR ALLER PLUS LOIN

Où trouver plus d'informations sur les financements innovants?

Consulter la page internet d'Action Contre la Faim :

<https://www.actioncontrelafaim.org/en/publication/aid-for-nutrition-making-aid-work-better-for-nutrition/>

Personnes à contacter à Action Contre la Faim:

Jean Sébastien KOUASSI: jkouassi@actioncontrelafaim.org

